

Agir pour la reconnaissance officielle d'un crime d'Etat.



A cinq mois de la fin de la guerre d'Algérie, le 17 octobre 1961, Paris a été le lieu de l'un des plus grands massacres de travailleurs de l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale.

Ce jour-là, des dizaines de milliers d'Algériens (dont des femmes et des adolescents) ont manifesté pacifiquement contre le couvre-feu raciste et illégal qui les visait depuis le 5 octobre et la répression organisée par le Préfet de police de la Seine, Maurice Papon (ancien collaborateur des Nazis). La réponse policière a été terrible : 200 Algériens, peut-être plus, seront abattus ou/et jetés, morts ou vivants, dans la Seine, sans compter les rafles et déportations dans les jours suivants. Certains corps ont été retrouvés dans la Seine, dans les jours, les semaines et les mois qui suivirent. Pendant plusieurs décennies, la mémoire de cet épisode majeur de la guerre de libération algérienne a été occultée.

Aujourd'hui, alors que la réalité de ce crime monstrueux est enfin admise, nous devons nous mobiliser pour que l'État et les Collectivités locales reconnaissent ce crime d'État. A Bourg-en-Bresse, la municipalité a donné son accord pour apposer une plaque commémorative dans un lieu encore à déterminer. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais des cérémonies officielles doivent avoir lieu chaque année pour éviter l'oubli et rendre hommage aux victimes.

C'est pour les objectifs suivants qu'a été créé, par sept organisations, le 6 juillet 2023, le Collectif aindinois du 17 octobre 1961 :

- faire connaître les crimes d'État du colonialisme, d'ici et d'ailleurs
- demander leur reconnaissance officielle,
- en rappeler les origines et ne pas les oublier dans la période actuelle où les thèses révisionnistes de l'extrême droite se développent.



Manifester contre
les tueries du racisme
et du colonialisme

Rendez-vous le 17 octobre 2024 à 18h30 rue du 19 mars 1962 Bourg en Bresse

Le 17 octobre 61 plus de 200 travailleurs ont été tués dans Paris par les forces de l'ordre de la France parce qu'ils étaient Algériens.

UN CRIME D'ETAT RACISTE de LA FRANCE COLONIALE

Les gouvernements successifs en ont occulté la mémoire.
Vu l'état du monde actuel et celui de la France en particulier où les thèses les plus racistes de l'extrême droite inondent actuellement les décisions politiques.
Notre silence ouvre la voie libre à la bête immonde de la ségrégation, du racisme, de la haine de l'autre.

**ENSEMBLE, CONDAMNONS
l'EXCLUSION, LE RACISME
ET LA DISSIMULATION
DES CRIMES D'ETAT**



Ligue
s droits de
l'Homme

